



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEIO

Semaine du 29 mai 2023

❖ Régional

Ruto exhorte les dirigeants africains à adopter un système de paiement panafricain

Le président kenyan William Ruto a demandé aux dirigeants africains de mobiliser leurs banques centrales et commerciales pour qu'elles abandonnent le dollar américain en adhérant à un système de paiement panafricain afin de faciliter les échanges commerciaux sur le continent. Cela est parce que les importateurs se plaignent depuis l'année dernière d'une pénurie de dollars, ce qui les oblige à acheter à un coût bien supérieur au taux officiel. Le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS), lancé en janvier 2022, est un système pour le commerce intra-africain développé par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) et le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Cette initiative, soutenue par l'Union africaine et les banques centrales africaines, devrait permettre aux pays africains de commercer entre eux en utilisant leurs monnaies locales, laissant à l'Afreximbank le soin de gérer les règlements. Normalement, ce sont les banques correspondantes, généralement aux États-Unis et en Europe, qui effectuent des paiements entre deux monnaies

africaines, principalement en dollars, et parfois en euros. Il faut compter entre trois et cinq jours pour que le paiement parvienne à la banque du destinataire, avec des frais à chaque étape.

❖ Burundi

Pas de brève cette semaine

❖ Comores

La société Comores Hydrocarbures améliore sa politique commerciale en mettant fin aux ventes à crédit

Dans un communiqué de presse datant du 29 mai dernier, la société Comores Hydrocarbures (SCH), en charge du ravitaillement pour tout le pays, a prononcé sa nouvelle politique commerciale mettant fin aux ventes à crédit. Cette entreprise d'Etat met un terme à une politique la rendant structurellement déficitaire en raison des nombreux impayés (évalués à 3,9 MEUR). Cette nouvelle démontre les efforts des autorités à rendre de nouveau ses sociétés nationales compétitives, en lien avec les recommandations faites par le FMI

lors des négociations portant sur une facilité élargie de crédit.

Djibouti

Lancement d'un service d'Internet haut débit à Djibouti

Afin de faciliter l'accès à l'Internet haut débit, le gouvernement djiboutien a délivré une licence à l'entreprise *Afrifiber*, filiale du groupe *bahreïni iibGroup*, pour la fourniture de service internet et data via un réseau de fibre optique à Djibouti. Afrifiber a annoncé le lancement de ses services le 24 mai 2023 qui seront déployés, dans un premier temps, dans les trois communes de Djibouti-Ville. Notons qu'une phase test concluante avait été conduite par l'entreprise sur une partie de la capitale. Historiquement, le secteur des télécommunications à Djibouti est monopolisé par un opérateur public unique, Djibouti Telecom. En 2021, le gouvernement a indiqué son intention d'ouvrir le capital de *Djibouti Telecom* à un opérateur international privé (acquisition minoritaire de 40%). Le processus de privatisation partielle est toujours en cours.

Erythrée

Pas de brève cette semaine

Ethiopie

Conversion des avances directes de la NBE au gouvernement en obligation d'état à long terme

Les créances totales de la *National Bank of Ethiopia (NBE)* sur le gouvernement ont diminué en raison de la conversion des avances directes (AD) de la NBE en obligation d'Etat à long terme. Lors du précédent exercice budgétaire et au cours de l'actuel, à cause de la suspension des apports étrangers liée au conflit et à ses problématiques de dettes, le gouvernement éthiopien a eu massivement recours aux avances directes auprès de la NBE pour financer son déficit budgétaire. Si depuis 2019 et la mise en place des obligations du trésor, le gouvernement avait affiché l'intention de se passer des avances directes de la NBE, il n'a pas eu d'autres choix l'année dernière compte-tenu du compte macroéconomique et politique. À la fin du premier trimestre, le montant des AD s'élevait à 219,5 Mds ETB. À la fin du premier trimestre (cette année fiscale), les créances brutes de la NBE sur le gouvernement central s'élevaient à 417 Mds ETB et, sur ce montant, la part des AD était de 52,6%. Suite à la conversion décrétée par le ministère des finances de l'encours des AD en obligation d'Etat de long terme, la part des AD est tombée à 8%. En revanche l'encours total des obligations a lui augmenté de 119% au deuxième trimestre par rapport à l'année dernière, atteignant 434 Mds ETB. Ainsi si le gouvernement éthiopien a massivement recours à la dette domestique pour financer son déficit budgétaire, cette solution ne semble pas viable sur le long terme et le pays reste dans l'attente des décisions concernant le programme FMI pour la restructuration de dette externe et le soutien de son économie.

Développement d'un hub d'e-commerce par *Ethiopian Airlines*

Ethiopian Airlines s'apprêterait à inaugurer la première plateforme d'e-commerce du pays située à côté du terminal cargo de l'aéroport de Bolé d'Addis-Abeba (ADD). *Ethiopian Airlines* offrirait alors un service de transport aérien pour les marchandises provenant des fournisseurs mondiaux d'e-commerce, marchandises ensuite expédiées à travers le réseau africain de la compagnie. *Ethiopian Airlines* aurait conclu des partenariats avec Alibaba et Amazon notamment pour assurer l'activité de sa plateforme. Un accord de partenariat avait également été signé avec *MailAmericas* (MA), un opérateur postal privé, en janvier 2023 afin de développer des services d'e-commerce en Afrique et au Moyen-Orient, avec Addis-Abeba comme hub. Cette stratégie s'inscrit dans l'ambition du groupe de faire d'Addis-Abeba le premier hub logistique du continent. En 2021-2022, le trafic de fret traité par ADD était de 767 848 t.

Intérêt de Dangote et Coca-Cola dans l'acquisition des sucreries publiques éthiopiennes

Dangote et *Coca-Cola* figurent dans la liste des 20 entreprises intéressées par l'acquisition des huit sucreries publiques éthiopiennes dont la privatisation avait été annoncée à l'été 2022. Suite à la publication de l'appel d'offres officiel et à la finalisation des valorisations de sites en question, une vingtaine d'entreprises internationales et locales ont exprimé un intérêt pour la reprise des sucreries. Si les noms des entreprises n'ont pas encore été publiés, le ministère a indiqué une proportion égale entre les entreprises internationales et locales intéressées. La direction de *Coca-Cola* a annoncé avoir trois cibles potentielles et souhaite faire cette acquisition avec des

partenaires en equity. Les potentiels repreneurs ont maintenant deux mois pour faire leur due diligence. Néanmoins, les récents incidents sur des sites de production en région Oromia qui ont fait près de 14 victimes dont 11 ouvriers, ainsi que la surévaluation de la valeur des entreprises par le gouvernement pourraient freiner l'appétit des investisseurs notamment internationaux. Cette privation rentre dans le cadre du projet du gouvernement de renforcer le rôle du secteur privé dans l'économie lancé en 2019. En effet, cette privatisation permettrait de faire croître l'industrie des sucreries et de générer des devises – cruciales notamment pour répondre aux échéances de sa dette extérieure.

Kenya

Le nouveau gouverneur de la banque central compte émettre des obligations labellisés en dollars au marché local

Kamau Thugge, l'ancien *permanent secretary* du Trésor au Kenya été récemment nommé par le président en tant que successeur du gouverneur sortant, Patrick Njoroge. Attendant la validation par le parlement, Kamau, qui a précédemment fait carrière au FMI, compte travailler avec le trésor afin d'émettre une obligation labellisée en dollars et destinée au marché local. Cela est dû au fait que d'après la banque centrale, les dépôts bancaires en devises étrangères ont atteint un niveau historique en Mars grâce aux particuliers et de grandes entreprises qui cherchent à se protéger de l'affaiblissement du shilling. Ces obligations viseraient donc les titulaires de ces comptes

et la diaspora, et devrait ainsi aider le gouvernement à augmenter ses réserves en dollars. Pour rappel, pour préserver les réserves de dollars, le Kenya a conclu un accord avec l'Arabie saoudite lui permettant d'importer le pétrole mais avec une période de crédit prolongée (jusqu'à 6 mois).

La Banque mondiale approuve une aide budgétaire de 1 Md USD au Kenya

La Banque mondiale a approuvé un prêt de soutien budgétaire de 1 Md USD pour le Kenya dans le cadre du *Fiscal Sustainability and Inclusive Green Growth Development Programme Operation (DPO)*. La moitié du nouveau prêt sera tirée de l'Association internationale de développement (IDA), qui cible les financements à faible coût pour les économies à faible revenu, tandis que l'autre moitié sera tirée de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) qui, contrairement à l'IDA, accorde des financements semi-concessionnels. La tranche BIRD du prêt a une durée de 18,5 ans et un taux d'intérêt variable fixé à 85,0 points de base au-dessus du taux du *Secured Overnight Financing Rate*, qui est actuellement de 5%. La première série de réformes politiques visera la création d'une marge de manœuvre budgétaire de manière durable et équitable, complétée par une deuxième série de réformes visant à améliorer la compétitivité afin de stimuler les exportations agricoles. Le gouvernement s'est également engagé à renforcer la transparence et la restructuration des entreprises paraétatiques. Ce financement intervient une semaine à peine après que le Fonds monétaire international a conclu sa cinquième revue du programme avec le Kenya, apportant son engagement total à 3,52 Mds USD.

Madagascar

Signature des contrats de concession et d'achat d'électricité du projet de barrage hydroélectrique de Volobe

La Compagnie Générale Hydroélectrique de Volobe (CGHV) a signé le 26 mai avec l'Etat malgache d'une part, et la compagnie publique d'électricité JIRAMA d'autre part, les contrats de concession (fixée à 25 ans) et d'achat d'électricité du projet de barrage hydroélectrique de Volobe (120 MW). Cette signature s'est effectuée en présence du Président de la République. Le projet est développé par la société Jovena, filiale du premier groupe malgache Axian, en consortium avec Colas, Africa50 et le norvégien SN Power, et sera financé par un groupe d'institutions financières de développement dont l'arrangeur est la Société Financière internationale (groupe Banque mondiale). Suite au bouclage financier à venir, les travaux devraient débuter en 2024, pour s'achever en 2028. La centrale devrait donner accès à l'électricité à près de 2 millions de personnes dans l'est du pays.

Maurice

Une activité touristique renforcée au premier trimestre 2023

Selon la Banque de Maurice, le secteur touristique a généré des recettes directes d'environ 520 MEUR au premier trimestre 2023 contre 430 MEUR en 2019. En revanche, la fréquentation touristique plafonne autour de 85 % de son niveau pré-crise avec 305 000

arrivées sur la même période. La nette augmentation des dépenses par touriste se traduit par un allongement du séjour moyen (+ 1 jour) qui s'établit à 11,9 jours, et par une hausse généralisée des prix des prestations de services dans le secteur. Ces résultats confortent les autorités qui ont annoncé en début d'année une stratégie ciblée sur les recettes, avec l'objectif de réaliser 1,6 Mds EUR en 2023.

🇺🇬 Ouganda

Seulement 3,01 M d'Ougandais ont un régime de retraite

Selon le rapport sur les prestations de retraite pour l'année 2022 de l'autorité ougandaise de régulation des prestations de retraite (URBRA-*Uganda Retirement Benefits Regulatory Authority*), seulement 3,01 M d'Ougandais bénéficient d'un régime de retraite. La population ougandaise en âge de travailler étant selon ce rapport de 24,5 M, 87,2 % de cette dernière n'a pas de régime de retraite. Cela s'explique notamment par le degré élevé d'informalité de l'économie ougandaise, 51 % des 20,5 M d'actifs travaillant pour leur compte propre, et par la faible culture de l'épargne en Ouganda -à titre d'exemple, en 2018, les remittances (3,9 % du PIB) étaient à 68,5 % allouées à des dépenses de consommation. URBRA souhaite renforcer la culture de l'épargne en Ouganda, alors que le rapport estime que le coût fiscal du versement d'une retraite d'1 USD par jour aux 5,5 M de personnes âgées prévues en 2050 par l'ONU sera de 1,7 MD USD par an.

🇷🇼 Rwanda

Kigali reste la deuxième destination d'accueil de conférences internationales en Afrique

L'Association internationale des congrès et des conventions (ICCA), a publié ce 30 mai 2023 un classement des villes africaines pour l'accueil et l'organisation de conférences internationales. Ce classement, interrompu pendant deux ans pour cause de Covid maintient Kigali à la seconde place derrière Le Cap en Afrique du Sud. Depuis plusieurs années, le Rwanda se positionne comme hub sur le continent et sa politique d'accueil d'événements internationaux fait partie intégrante de la stratégie de développement du pays. En 2022, l'ICCA a recensé 21 conférences internationales à Kigali dont le sommet des chefs d'Etats du Commonwealth, l'Union Interparlementaire et le congrès annuel de l'IUT. En 2023, la ville a déjà accueilli le congrès annuel de la FIFA, la *BasketBall Africa League* et devrait accueillir la coupe d'Afrique de basketball féminin ainsi que la conférence internationale *Women Deliver*.

🇸🇨 Seychelles

Les évaluations liées au projet de démocratisation des systèmes solaires photovoltaïques progressent

Le Ministère de l'Environnement et la *Public Utilities Corporation (PUC)* évaluent actuellement les bâtiments gouvernementaux pour savoir si leurs toits peuvent supporter des panneaux photovoltaïques. L'évaluation porte sur la

consommation d'énergie de ces bâtiments, la possibilité d'intégration au réseau et d'effectuer des travaux de rénovation. Cette opération entre dans le cadre du projet de démocratisation des systèmes solaires photovoltaïques aux Seychelles débuté en 2020, et financé via une subvention de 3,44 MUSD du gouvernement indien. La deuxième phase du projet, actuellement en cours, se concentre sur les centres de santé, les postes de police et d'autres bureaux gouvernementaux. Ces mesures contribueront à atteindre les objectifs 15 % d'utilisation d'énergies renouvelables fixés par le gouvernement.

garantir à tout employé d'être assuré par un fonds de pension. Toutefois, le rapport sur le projet de loi de 2022 du comité spécialisé sur le travail a souligné que, depuis l'indépendance, le Soudan du Sud n'a pas versé de retraites à ses fonctionnaires. En conséquence, le nombre de fonctionnaires vieillissant au travail, car n'ayant pas de retraite, est préoccupant dans le pays.

Somalie

Pas de brève cette semaine

Soudan

Pas de brève cette semaine

Soudan du Sud

Adoption au Parlement du projet de loi sur l'assurance sociale nationale en troisième lecture

L'Assemblée législative nationale de transition du Soudan du Sud (TNLA-*Transitional National Legislative Assembly*) a adopté le 29 mai à l'unanimité le projet de loi 2023 sur l'assurance sociale en troisième lecture. Le comité sur le travail a été chargé de mener des auditions publiques pour présenter en examen un texte plus approfondi. Le projet de loi ambitionne de

Tanzanie

Pas de brève cette semaine

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international